



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de l'action administrative et des moyens

Secrétariat général

**Délégation
à la communication**

Bureau
de la veille et des études

**Service
de l'action administrative et
des moyens**

Sous-direction
des achats

Bureau
de la stratégie et de l'ingénierie des
achats

SAAM B1

61-65, rue Dutot
75732 Paris cedex 15

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Procédure n° MEN-SG-AOO-25015

Objet : Réception de dépêches d'agence de presse spécialisée et mise à disposition d'une base de données d'articles de presse et de biographies pour le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

☐ Lot 2 : Mise à disposition d'une base de données d'articles de presse et de biographies

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	3
2. PRESENTATION DU PROJET.....	3
2.1. Le contexte institutionnel	3
2.2. Le contexte de mise en œuvre	3
3. OBJET DU MARCHE.....	3
4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	4
4.1. Objet.....	4
4.2. Description	4
4.3. Livrables	5
4.4. Délais et recette	5
5. RECETTE.....	6
6. DEROULEMENT DES PRESTATIONS.....	6
7. PILOTAGE ET SUIVI DE LA PRESTATION	6
8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - REMPLOI DES MATERIELS.....	6

1. PREAMBULE

Le ministère chargé de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est désigné dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) sous l'appellation « ministère ».

La société retenue est désignée dans le présent document sous l'appellation « le titulaire ».

Les personnels du ministère autorisés à bénéficier de l'accès à la base de données d'articles de presse et de biographies sont désignés, dans le présent CCTP, sous l'appellation « abonnés ».

Un interlocuteur unique, chargé de gérer l'accès à la base est désigné par le ministère sous l'appellation « l'administrateur ».

2. PRESENTATION DU PROJET

2.1. Le contexte institutionnel

Au sein du Secrétariat général de l'administration centrale du ministère, la Délégation à la communication (DELCOM) élabore et coordonne la communication interne et externe du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. A ce titre, elle veille à la cohérence des messages émis par l'institution, conçoit et réalise les supports de communication nécessaires à l'explication des décisions ministérielles.

2.2. Le contexte de mise en œuvre

Le titulaire fournit au ministère un abonnement à une base de données d'articles de presse et de biographies.

Le dispositif attendu permet à un abonné du ministère, d'accéder à la base de données par le biais d'Internet. L'accès de la base est sécurisé par un système de code d'accès.

La base propose le texte intégral d'articles de presse d'information générale et politique, nationale et régionale, quotidienne et périodique, de presse spécialisée, économique et institutionnelle, des dépêches des principales agences de presse, ainsi que des pure-players.

La base propose également des fiches biographiques régulièrement actualisées des personnalités de la vie politique, administrative et économique française.

Le dispositif permet à un abonné du ministère de consulter le texte intégral et original des articles de presse et des biographies.

3. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'une base de données d'articles de presse et de biographies (lot 2) pour le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à exécuter la mission décrite ci-après.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire notamment de neuf heures (9h) à dix-huit heures (18h) tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

4.1. Objet

Cette mission a pour objet la fourniture d'un accès à une base de données d'articles de presse et de biographies.

4.2. Description

L'accès au service et l'interrogation des différentes bases de données s'effectuent par internet. Le titulaire fournit autant que de besoin les codes pour de nouveaux abonnés sans supplément de coût. Le volume prévisionnel est de 10 abonnés.

Conformément à son offre, le titulaire fournit à l'administrateur désigné par le ministère un code d'accès et un mot de passe ainsi qu'une documentation exhaustive concernant le contenu du service et les modalités de consultation des bases de données. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette documentation en procédant à l'envoi de mises à jour régulières.

Le titulaire fournit chaque mois à l'administrateur un relevé des consommations effectuées par le ministère, en détaillant pour chaque code, la source, le titre et la date des documents consultés.

Le titulaire propose un moteur de recherche en langue française, offrant au moins un système de recherche guidée et un système de recherche « expert » permettant de restreindre l'éventail des sources consultables, de les sélectionner ou de les regrouper, de rechercher des articles par nom de journaliste, et d'utiliser des opérateurs booléens, des opérateurs de proximité ainsi que les troncatures. Le moteur de recherche documentaire doit offrir la possibilité :

- De sauvegarder des recherches.
- De diffuser des articles au format html ou pdf vers des messageries électroniques.
- De créer des alertes à partir des mots clés et de sources sélectionnées par l'utilisateur.
- D'afficher la liste de résultats en mode « titre » et mode « titre et résumé ».
- De trier et de filtrer la liste des résultats (par type de média, par type de domaine).
- D'accéder à un historique des recherches effectuées.

Le titulaire s'engage à :

- Garantir la fiabilité de l'accès aux bases de données ;
- Fournir des informations pertinentes et tendant à l'exhaustivité ;
- Vérifier l'exactitude des informations et à corriger, dans les meilleurs délais, les omissions et erreurs constatées.

Le titulaire fournit au ministère pendant toute la durée du marché, sans supplément de rémunération, toutes les évolutions futures du service et du fonds. Il informe le ministère de ces évolutions.

Le titulaire assure que seules les consultations du texte intégral et original des articles peuvent faire l'objet d'une facturation. Les recherches d'articles effectuées sur le moteur de recherche et la lecture des titres et résumés du document doivent pouvoir être consultés librement sans frais supplémentaire.

Les serveurs doivent être accessibles tous les jours de l'année.

Le titulaire assure tous les jours ouvrés, aux horaires de bureau de 7h00 à 20h00, un service d'assistance téléphonique et par mail accessible aux abonnés des codes d'accès aux bases de données en ligne.

Toutes les demandes d'information entre le titulaire et le ministère, question et réponse, se font par écrit, sous forme d'un message électronique. La conduite des prestations fait l'objet d'échanges réguliers et de points annuels avec le titulaire.

La base de données rassemble les archives d'articles de presse (PQN, PQR, presse magazine, pure-players, dépêches d'agence de presse confondus etc.). La base de données propose des biographies de référence et actualisées (Who's Who, Société générale de presse, Trombinoscope, Acteurs publics...).

Chaque abonné dispose d'un accès permanent aux articles de presse. L'abonné peut consulter le texte intégral et original des articles de presse. A titre indicatif, le ministère (tous abonnés confondus) consomme un maximum annuel de 6 000 articles de presse.

Chaque abonné dispose d'un accès permanent à des biographies actualisées. L'abonné peut consulter le texte intégral et original des biographies. A titre indicatif, le ministère consomme (tous abonnés confondus) un maximum annuel de 800 biographies.

Conformément à son offre, le titulaire réalise les prestations suivantes :

- Il propose à chaque abonné un accès permanent aux articles de presse (PQN, PQR, presse magazine, pure-players et dépêches d'agence de presse confondus).
- Il propose à chaque abonné un accès permanent aux biographies.

Le marché comporte la prestation suivante :

M1	Description
Prestations M1	Fourniture d'un accès annuel permanent à une base de données d'articles de presse et de biographies

4.3. Livrables

Le titulaire remet les livrables suivants :

- Accès à la base de données pour chaque abonné : code d'accès et documentation.
- Accès à la consultation du texte intégral et original des articles de presse et des biographies pour chaque abonné.

4.4. Délais et recette

Les prestations débutent à compter de la notification du marché et courent pour toute la durée prévue au marché.

Les codes d'accès doivent être mis à la disposition du ministère dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la notification du marché.

Toute suspension d'accès à la base de données de plus de 2 heures ouvrées est passible de pénalités pour indisponibilité prévues à l'article 15.4 du CCAP.

La recette s'effectue dans les conditions décrites à l'article 5 du présent document.

5. RECETTE

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés.

Le titulaire remet les livrables dans les conditions prévues à l'article 4.4 du CCTP.

6. DEROULEMENT DES PRESTATIONS

La réunion de lancement se déroule dans les locaux du ministère.

Les échanges entre le ministère et le titulaire se déroulent par téléphone, par messagerie électronique ou par visio-conférence.

7. PILOTAGE ET SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire participe, pour mener à bien les prestations dont il a la charge, à une réunion de lancement organisée, à partir de la notification du marché par le ministère dans les locaux de la DELCOM au ministère de l'éducation nationale (54 rue de Bellechasse 75007 Paris).

Lors de la réunion de lancement, le titulaire désigne un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié du correspondant du ministère. Pour la gestion opérationnelle et le suivi des prestations, l'administrateur désigné par le ministère est le bureau de la veille et des études (DELCOM 2). Le correspondant du ministère est l'interlocuteur unique du correspondant du titulaire. En cas d'absence, un remplaçant sera désigné.

8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - REMPLOI DES MATERIELS

Le titulaire s'engage à contribuer à valoriser au maximum les équipements informatiques et leurs composants vers du réemploi. Il doit justifier à ce titre des processus mis en place lors des étapes suivantes :

- traitement sélectif conformément à l'annexe VII de la directive DEEE pour les équipements qui ont atteint leur fin de vie ;
- traitement confidentiel et effacement sécurisé des données, sauf si effectués en interne ;
- réparation et mise à niveau pour préparer les produits à la réutilisation, recommercialisation des produits en vue de leur réutilisation, démontage en vue de la réutilisation, du recyclage et/ou de l'élimination des composants ;
- Modalités et choix des filières de réemploi (sous-traitance à des plateformes de gestion du cycle de vie des actifs informatiques, recours aux ressources et aux dons, collaboration avec des sous-traitants de l'économie sociale et solidaire etc.)

Le titulaire communique à la demande ministère les conditions dans lesquelles il participe à la valorisation des équipements informatiques en fin de vie (sous-traitance aux plateformes de gestion du cycle de vie des actifs informatiques, recours aux ressourceries et aux dons etc.).